

**ACCORD-CADRE
DE PRESTATIONS DE SERVICES**

Appel d'offres ouvert
(Article R. 2124-2 du code de la commande publique)

RF8V404
PÔLE SERVICES
URBAINS
C 3 C

-oOo-

**MAINTENANCE D'UNE REMPOTEUSE, DE
MACHINES-OUTILS ET DE MACHINES
D'ATELIER**

-oOo-

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1 – Objet du contrat	3
1.2 – Parties contractantes	3
1.3 – Décomposition en lots	3
1.4 – Options	3
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	3
2.1 – Pièces particulières	3
2.2 – Pièces générales	3
ARTICLE 3 – DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D’EXECUTION	4
ARTICLE 4 - MODALITES D’EXECUTION	4
4.1. – modalités de passation des commandes	4
ARTICLE 5 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES	4
5.1 – Répartition des paiements	4
5.2 – Contenu et montant des prestations	4
5.3 – Détermination des prix et variations	5
5.4 – Règlement des comptes	6
ARTICLE 6 – PÉNALITÉS APPLICABLES	7
Pénalité pour retard du délai d’exécution	7
ARTICLE 7 – GARANTIES FINANCIÈRES ET CONTRACTUELLES	7
7.1 – Retenue de garantie	7
7.2 – Avance	7
7.3 – Garantie contractuelle	8
ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 9 - ASSURANCE	9
ARTICLE 10 - RESILIATION	10
ARTICLE 11 - OBLIGATIONS SOCIALES ET FISCALES	10
ARTICLE 12 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	10
ARTICLE 13 – NANTISSEMENT et CESSION DE CREANCES	11
ARTICLE 14 – LITIGES	11
ARTICLE 15 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	12

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 – Objet du contrat

Le présent accord-cadre a pour objet la maintenance d'une rempoteuse, de machines-outils et de machines d'atelier de la direction des espaces verts de la ville de Reims.

1.2 - Parties contractantes

- L'acheteur Public est la Ville de Reims
- La personne habilitée à le représenter est : Monsieur le Maire de Reims, ou son représentant délégué
- Pour chaque lot, le titulaire de l'accord-cadre

1.3 - Décomposition en lots

L'accord-cadre se décompose en 3 lots :

Lot	Intitulé
1	MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE D'UNE REMPOTEUSE
2	MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DES MACHINES-OUTILS
3	MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DES MACHINES D'ATELIER

1.4 - Options

Sans objet.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Pour chaque lot, les pièces constitutives du marché de l'accord-cadre sont les suivantes :

2.1 - Pièces particulières

- L'Acte d'engagement, et ses éventuelles annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- L'offre financière (bordereau des prix unitaires) et technique (mémoire justificatif de l'offre) du titulaire.
- Les avenants et actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification du contrat.

« Toute clause portée sur une documentation, tarif quelconque transmis par le titulaire, documents établis par l'acheteur public, et contraire aux cahiers des charges du contrat est réputée non écrite. Il en est ainsi notamment des conditions générales de vente du titulaire. »

2.2 - Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cas échéant, le cadre normatif connu applicable à ce jour au présent contrat est défini dans le CCTP.

ARTICLE 3 – DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXECUTION

Pour chaque lot, l'accord-cadre est conclu pour une durée de **QUATRE (4) ans** à compter de sa notification au titulaire.

Pour chaque lot la durée d'exécution des bons de commande est de **SIX (6) mois** au maximum à compter de leur réception par le titulaire.

Les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Leur exécution peut éventuellement se prolonger au-delà de cette durée de validité notamment en cas de prestations engagées et non achevées avant l'échéance du contrat.

Sans préjudice des dispositions des articles 38 et suivants du CCAG-FCS, le contrat est résiliable à chaque date anniversaire par décision de l'acheteur public, notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au minimum trois (3) mois avant l'échéance.

Cette dénonciation n'ouvre droit à aucune indemnité au titulaire et les commandes émises prestations en cours d'exécution avant la date d'effet de la dénonciation de l'accord-cadre demeurent exécutables.

ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION

Pour chaque lot, l'accord-cadre est exécuté par émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique, au fur et à mesure des besoins. Il sera conclu avec un seul opérateur économique.

4.1. – modalités de passation des commandes

L'accord-cadre est conclu sans minimum mais avec un **maximum financier sur la durée totale** :

- 20 000 € HT pour le lot n°1.
- 40 000 € HT pour le lot n°2
- 28 000 € HT pour le lot n°3

ARTICLE 5 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

5.1 – Répartition des paiements

Le cas échéant, l'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au prestataire mandataire et à ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5.2 – Contenu et montant des prestations

Les prix de chaque lot comprennent, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre, la marge du mandataire, du titulaire ou du co-traitant auquel l'accord-cadre est assigné, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations prévues dans le contrat.

Les tarifs comprennent tous les frais inhérents aux déplacements, et autres charges nécessaires à la bonne exécution de la mission. Ils sont réputés franco de port et exempts de tous autres frais

Le titulaire ne pourra, en cours d'exécution du marché, se prévaloir d'omissions ou d'imprécisions des cahiers des charges pour se dégager du caractère forfaitaire des prix et solliciter une rémunération supplémentaire.

Pour chaque lot les prestations seront réglées, pour celles réellement exécutées et admises, par application des prix unitaires prévus au bordereau des prix unitaires.

5.3 – Détermination des prix et variations

Les répercussions sur les prix de l'accord-cadre des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

5.3.1 – Mois d'établissement des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, soit **MAI 2024** ; ce mois est appelé "mois zéro" (M_0).

5.3.2 - Modalités d'évolution des prix

Les prix des prestations sont **ajustables** annuellement à la date anniversaire de la notification du contrat.

L'ajustement se fera en fonction des nouveaux tarifs communiqués par le titulaire à l'acheteur public au moins trois (3) mois avant l'échéance. Cette communication devra présenter l'explication de l'évolution tarifaire et être réalisée par tout moyen permettant d'attester d'un horodatage.

A défaut, les derniers tarifs en vigueur resteront en cours jusqu'à la prochaine échéance.

Sauvegarde :

L'évolution annuelle globale des tarifs ne pourra être supérieure à **trois (3) %**.

Si l'évolution annuelle globale des tarifs devait conduire à une variation tarifaire supérieure à 3 % par rapport aux prix de la période en cours, alors l'acheteur public se réserve la faculté de prononcer la résiliation du contrat sans droit à indemnité au profit du titulaire.

Dans ce cas, le titulaire en sera informé dans le délai d'un mois maximum à compter de la remise de ses nouveaux tarifs annuels.

Dans le cas où l'évolution des prix serait supérieure à 3% en raison d'aléas non prévisibles et indépendants de la volonté des parties (conditions climatiques, coût de l'énergie...), une réunion sera organisée afin d'approfondir les explications qui auront été transmises avec les nouveaux tarifs, et un avenant pourra, le cas échéant, en découler. L'organisation de cette réunion aura pour effet de suspendre le délai d'un mois imparti à l'acheteur public pour procéder à la résiliation du marché. Il recommencera à courir au lendemain (premier jour ouvré) suivant la date de la réunion.

5.3.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des règlements seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ils pourront éventuellement faire l'objet d'une rectification lors du règlement du solde définitif en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

5.3.4 - Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, dans le cas où le titulaire ferait état de difficultés d'exécution des prestations telles que :

- Difficultés d'approvisionnement (allongement des délais, ruptures de production) ;
- Hausse(s) tarifaire(s) non compensée(s) par la clause de variation de prix du présent contrat et mettant en péril l'équilibre financier du contrat ;

Et, sous réserve que le titulaire soit en mesure de produire les justifications nécessaires à l'acheteur public, pourront être mises en place des mesures provisoires d'adaptation des modalités d'exécution du contrat, telles que :

- L'allongement des délais d'exécution des prestations et par voie de conséquence, suspension de l'application des pénalités de retard ;
- La substitution des matériaux ou matériels prévus initialement pour l'exécution des prestations, sous réserve qu'une équivalence conforme aux exigences du marché soit possible ;

S'agissant de charges extracontractuelles dues à des circonstances exceptionnelles et imprévisibles, entraînant un déficit d'exploitation, une convention d'indemnisation pourrait être éventuellement conclue après instruction de la demande formulée. En tout état de cause l'acheteur public ne sera pas réputé prendre en charge l'intégralité des répercussions financières des difficultés rencontrées.

Dans le cadre de l'application de la présente clause, toute difficulté devra être formulée par écrit de la part du titulaire du marché, et toute modification fera l'objet d'un document signé par l'acheteur public, le titulaire ne pouvant prendre l'initiative d'aucune modification.

5.4 – Règlement des comptes

Les prix seront réglés, par virement administratif, au fur et à mesure de l'exécution sur présentation des factures correspondant aux prestations effectivement exécutées.

Le financement est assuré par le budget principal de la Ville de Reims (section de fonctionnement).

5.4.1 – dématérialisation de la facturation

Conformément aux articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1 à R2192-3 du Code de la Commande Publique, les factures seront à transmettre par le biais du portail public de facturation Chorus Pro via le lien suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

A ce titre, elles devront impérativement comporter les éléments indiqués à l'article D2192-2 du Code de la Commande Publique, à savoir :

- La date d'émission de la facture
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture (...)
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- Le cas échéant, les modalités de règlement
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures déposées sur Chorus Pro ne doivent pas faire l'objet d'un double envoi papier.

Les données inscrites sur le fichier dématérialisé de la facture devront impérativement être cohérentes avec celles saisies dans le flux de données de Chorus Pro. Dans le cas contraire, les factures seront systématiquement rejetées.

Ainsi, les entreprises devront impérativement veiller à déposer leurs factures sur Chorus en faisant référence au budget qui leur aura été communiqué. Les factures rejetées ne devront pas donner lieu à transmission d'un avoir. Lorsque des factures auront été reçues par voie postale, la Collectivité se réserve la possibilité de les retourner à l'émetteur.

5.4.2 – paiement des factures

Les paiements auront lieu dans un délai maximum de 30 jours suivant réception par l'acheteur public de la demande de règlement émise par le ou les titulaires du contrat, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

Les erreurs ou omissions dans la demande de règlement seront signalées au titulaire de l'accord-cadre, obligation sera faite à ce dernier d'établir une nouvelle demande ou un nouveau mémoire, à compter de la réception desquels un nouveau délai de 30 jours pour effectuer le paiement sera ouvert dans des conditions identiques à celles visées à l'alinéa précédent.

Le taux applicable en cas d'intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires appliqués ainsi que l'indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement seront payés dans les 45 jours de la mise en paiement du principal.

ARTICLE 6 – PÉNALITÉS APPLICABLES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, toutes les pénalités sont encourues sur simple constatation écrite d'un représentant de l'acheteur public. Elles seront appliquées sans mise en demeure préalable. Par dérogation, les articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS ne sont pas applicables.

En aucun cas l'application des pénalités ne dispensera le titulaire d'effectuer l'intégralité des missions décrites dans le CCTP. De plus, un non-respect caractérisé du CCTP ou l'application récurrente des pénalités pourra conduire l'acheteur public à résilier le marché, sans délai ni indemnité, pour faute.

Pour information, le non-respect des prescriptions du CCTP, pourrait empêcher l'admission des prestations.

Pénalité pour retard du délai d'exécution

Pour chaque délai prévu au contrat, tout retard dans l'exécution des prestations sera sanctionné par l'application d'une pénalité de CINQUANTE (50) euros par jour calendaire de retard.

ARTICLE 7 – GARANTIES FINANCIÈRES ET CONTRACTUELLES

7.1 – Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de constituer une garantie financière au titre du présent accord-cadre.

7.2 – Avance

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que l'accord-cadre respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5%

Le titulaire peut avoir refusé le versement de l'avance dans son acte d'engagement.

Cette avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde et commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du marché.

Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

7.3 – Garantie contractuelle

Par application de l'article 33 du CCAG-FCS , les prestations sont garanties un (1) an à compter de la notification de la décision d'admission des prestations.

Le titulaire sera considéré comme pleinement responsable des dommages consécutifs directement ou indirectement aux défauts des fournitures livrées.

La responsabilité du titulaire restera entière jusqu'à la réception définitive des prestations.

ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE

Lorsque le titulaire décide de sous-traiter une prestation, il lui est fait obligation de sous-traiter à des entreprises spécialisées, qualifiées et habilitées, de déclarer le sous-traitant auprès de la ville de Reims et d'avoir l'agrément préalable de celle-ci sur le sous-traitant. Le fait de sous-traiter une prestation ne déroge en rien aux obligations de résultat du titulaire.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent être demandés dans les conditions suivantes (articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique) :

8.1 – Désignation des sous-traitants en cours de marché

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre Ier du présent titre s'appliquent, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsque le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, postérieurement à la notification du marché, l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché ou l'acte spécial et que les dispositions du chapitre Ier du présent titre s'appliquent, il demande à l'acheteur, sans préjudice des dispositions relatives à l'acceptation du sous-traitant de la sous-section 1 de la présente section, la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article R. 2191-46 du code de la commande publique.

Lorsque l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

L'acheteur ne peut pas accepter un sous-traitant ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée à l'article R. 2193-6 du code de la commande publique ne lui a pas été remise.

Toute modification en cours d'exécution du marché dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes nécessite la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires.

8.2. – Modalités de paiement direct

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'article R. 2193-11 du code de la commande publique pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

Passé le délai mentionné à l'article R. 2193-12, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 du code de la commande publique ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.

ARTICLE 9 - ASSURANCE

Dans le cadre de son activité, objet du présent accord-cadre, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription des polices d'assurances garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité envers les victimes d'accidents ou de dommages occasionnés par l'exécution de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS le titulaire ainsi que les éventuels cotraitants désignés dans l'accord-cadre doivent avoir justifié avant la notification de l'accord-cadre qu'ils sont titulaires des assurances imposées par la loi (responsabilité civile professionnelle, etc.) au moyen d'attestations établissant **l'étendue et le plafond des responsabilités garanties**.

Par ailleurs, suivant demande faite par lettre recommandée avec avis de réception postale, le titulaire est tenu de fournir ces informations. A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de la demande, l'accord-cadre pourra être résilié, conformément à l'article 41 - f) du CCAG-FCS .

ARTICLE 10 - RESILIATION

Les dispositions du code de la commande publique et du chapitre 7 du CCAG-FCS sont pleinement applicables. Le cas échéant, l'acheteur public se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. Celui-ci supportera alors le surcoût engendré par la passation d'un marché de substitution pour achever les prestations faisant l'objet du marché public. Dans ce cas, la décision de résiliation le mentionnera expressément.

D'autre part, en cas d'annulation de prestations objet du présent contrat, découlant de mesures législatives et/ou réglementaires d'interdiction ou de report, l'acheteur public en tiendra compte dans l'exécution du marché et pourra y mettre fin sans indemnité avec effet immédiat ou différé sous forme d'un courrier de résiliation.

Dans ce cas, la collectivité s'engagera uniquement à dédommager les frais et investissements éventuellement engagés par le cocontractant.

ARTICLE 11 - OBLIGATIONS SOCIALES ET FISCALES

Le titulaire doit justifier auprès de l'acheteur public qu'il satisfait régulièrement à ses obligations fiscales, sociales, ainsi qu'en matière de lutte contre le travail dissimulé.

11.1 Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire **s'engage à mettre à disposition tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail. Celles-ci, actualisées, pourront être accessibles via la plateforme de dématérialisation.

11.2 Dispositif d'alerte (Article L 8222-6 du code du travail)

L'acheteur public, informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du cocontractant au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, enjoindra aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

Ainsi mise en demeure, celle-ci devra apporter, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat pourra être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entreprise.

11.3 Dispositions relatives à la CNIL

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à obtenir du titulaire d'un marché public, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail. Le destinataire des données est la Ville de Reims.

ARTICLE 12 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Conformément aux dispositions de l'article L. 2195-4 du Code de la commande publique, lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du présent contrat, placé dans l'un des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur public de ce changement de situation.

L'acheteur peut alors résilier le présent contrat pour ce motif.

Toutefois, l'acheteur ne peut prononcer la résiliation du contrat au seul motif que l'opérateur économique fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce, sous réserve des hypothèses de résiliation de plein droit prévues au III de l'article L. 622-13 du même code.

En cas de liquidation judiciaire, comme en cas de redressement judiciaire, l'acheteur public adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger du débiteur la poursuite de l'exécution du présent contrat. En cas de procédure de redressement judiciaire simplifiée, cette mise en demeure est adressée au titulaire si, en application des articles L. 621-4 et L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé le titulaire à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

L'administrateur, le liquidateur ou le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception de ladite mise en demeure pour informer l'acheteur public de sa décision de poursuivre le contrat ou d'y mettre fin. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou réduit si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé une prolongation, qui ne peut excéder deux mois, ou a imparti un délai plus court.

Si l'administrateur, le liquidateur ou le titulaire confirme que l'entreprise n'est plus en mesure d'exécuter les prestations du présent *contrat*, l'acheteur public est fondé à prononcer la résiliation de celui-ci.

En l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de la date de notification de la mise en demeure, le contrat est résilié de plein droit.

Ces cas de résiliation n'ouvrent droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 13 – NANTISSEMENT et CESSION DE CREANCES

Les créances nées ou à naître concernant le présent contrat peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Lorsque le titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe l'acheteur qui lui communique une copie de l'original du marché revêtue d'une mention signée par l'acheteur indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché ;

Dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande, il est délivré, sur demande du titulaire, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité du marché, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de chaque bon de commande ou de chaque tranche.

ARTICLE 14 – LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, la loi française est seule applicable.

La procédure à suivre par le titulaire, en cas de différend avec l'acheteur public, est celle exposée au seul article 46 du CCAG-FCS. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

ARTICLE 15 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Article du CCAP dérogatoire	Article du CCAG auquel il est dérogé
6	14.1.1 à 14.1.3
9	9

Dressé par le C3C Pôle Services Urbains,

Pour le Maire,

Considéré lu et accepté par le prestataire